

une certaine diminution des épargnes des particuliers. Bien que le taux de ces épargnes ait diminué, le montant épargné demeure à peu près stationnaire à un peu moins d'un milliard de dollars, tant en 1948 qu'en 1949.

L'augmentation la plus marquée des dépenses du consommateur se produit au chapitre des biens durables comme les automobiles, les meubles et les accessoires ménagers. Les dépenses en services comme l'administration ménagère et les services d'utilité, l'entretien des automobiles, etc. sont de même plus élevés. Les dépenses en biens périssables, aliments en majeure partie, n'augmentent que légèrement, et les dépenses en biens semi-durables, vêtements en majeure partie, diminuent légèrement en volume.

Dépenses des gouvernements.—Les dépenses des corps publics en biens et services (i.e. moins les subventions et les paiements de transfert aux particuliers et entre gouvernements) s'élèvent à 2,100 millions de dollars; comparativement à 1948, elles augmentent plus que celles de tout autre groupe, cette augmentation étant de 18 p. 100 en valeur et de 11 p. 100 en volume. On aura remarqué sous la rubrique des placements, p. xxxiv, que les placements des corps publics en biens physiques durables ont augmenté de 20 p. 100. L'augmentation des dépenses non de placement des gouvernements est d'environ 17 p. 100. Les dépenses fédérales totales en biens et services augmentent de plus de 30 p. 100, et celles des gouvernements provinciaux et municipaux, d'un peu plus de 10 p. 100.

Facteurs changeants dans l'économie nationale.—Le marché domestique est assez fort pour plus que contre-balancer la faiblesse modérée du marché d'exportation, de sorte qu'il ne se produit pas ici de fléchissement comme aux États-Unis en 1948-1949. Il est aussi suffisamment étendu pour permettre à la plupart des industries, y compris plusieurs de celles qui ont des marchés d'exportation importants, de maintenir leur production au niveau de 1948 ou même de l'augmenter. D'autre part, la demande globale n'a pas été assez forte pour que l'augmentation marquée des prix se maintienne. Elle n'a pas fourni non plus d'emploi à tous les nouveaux venus sur le marché de la main-d'œuvre.

Ces influences se sont fait sentir surtout au cours de la dernière moitié de l'année. L'industrie la plus atteinte a été l'industrie forestière. Son activité a sensiblement diminué à cause des programmes de réduction des stocks de bois à pulpe mis en œuvre par les pulperies et les papeteries et à cause aussi de la prudence exercée en face de l'incertitude du marché d'exportation. Dans le dernier trimestre de l'année, le mauvais temps est venu ralentir davantage les opérations en forêt. En conséquence, le chômage a été considérable au cours de l'hiver de 1949-1950 dans les régions forestières des provinces Maritimes, du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Le fléchissement du marché d'exportation pour la plupart des produits agricoles et certains produits de la pêche au cours de l'année n'a pas eu de répercussion immédiate sur l'activité de ces industries, mais il a nui au revenu monétaire des cultivateurs et des pêcheurs. Le marché domestique n'ayant pas réussi à contre-balancer le marché fléchissant des exportations, une diminution de l'activité s'en est suivie dans les industries de la fabrication telles que la construction de navires, les machines-outils, les tissus de laine, le cuir, le caoutchouc et dans certaines branches de l'industrie du conditionnement des aliments. La contraction des exportations a aussi eu un effet nocif sur les industries de transport. Elle a créé du chômage et particulièrement dans les provinces côtières. Toutefois, en dehors de ces exceptions, la plupart des industries ont pu maintenir sinon augmenter leur production.